



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse du 25 au 31 mars 2017

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

Environnement.....3

- **Environnement : la gestion des déchets, de plus en plus chère, reste à recycler**

Pêche.....6

- **Programme SMERTFISH pour l'amélioration de la consommation de poisson à Djibouti : une campagne de sensibilisation.**
- **Pêche thonière : Vers l'amendement du protocole d'accord**
- **Pêche thonière : générateur de devises après la pêche crevette**

Economie.....11

- **Madagascar se tourne vers la Chine**

Agriculture.....12

- **Banque Mondiale – Appui financier pour l'agriculture**
 - **Gestion intégrée des ressources naturelles: 78,7 millions de dollars de plus**
-

Environnement



Environnement : la gestion des déchets, de plus en plus chère, reste à recycler

29 MAR 2017



Le centre d'enfouissement de déchets à Mare-Chicose avale quotidiennement plus d'un millier de tonnes d'ordures.

Croule-t-on toujours autant sous les déchets ? Oui. Des progrès notables ont-ils été réalisés ces dernières années ? Pas vraiment. C'est le constat peu réjouissant qui est ressorti de l'atelier de travail pour l'élaboration d'une stratégie de gestion des déchets, mardi 21 mars. Le problème n'est pas seulement environnemental, il est aussi financier.

Des poubelles ramassées régulièrement, qui refuserait ce service ? Le problème, c'est qu'il a un coût de plus en plus lourd. La dépense induite

l'an dernier par les seuls déchets ménagers a été évaluée à Rs 1,2 milliard, ce qui équivaut à Rs 982 par habitant...

«Nous achetons plus... nous jetons plus»

Cette facture, chaque année plus salée et financée en bout de chaîne par les contribuables, s'explique d'abord par notre comportement. «*Nous achetons plus, de plus en plus souvent, et nous jetons plus, de plus en plus vite*», résume un responsable de la *Solid Waste Management Division*, au ministère de l'Environnement. Cela se traduit dans les chiffres : chaque Mauricien produit en moyenne 389 kilos de déchets. En 15 ans, cette quantité a doublé.

À cela s'ajoute l'échec du système de tri et de recyclage. Les pelures d'oignons transformées en compost ou la canette de bière déposée dans le bac de tri ont le mérite d'échapper à l'enfouissement. Le hic : c'est que seulement 6 % de nos déchets sont recyclés ou compostés, alors que l'objectif était d'atteindre... les 70 %.

Initiatives pour valoriser les déchets organiques

Résultat, nos poubelles filent droit à la benne, direction Mare-Chicose, où elles sont enterrées. Le site, qui avale quotidiennement plus d'un millier de tonnes d'ordures, commence à sérieusement tirer la langue. En amont, nous jetons, jetons... Mais quoi donc ?

À 60 %, des déchets organiques, issus de la table ou du jardin. Pour les valoriser, des initiatives existent. Comme à Bambous, où la *Solid Waste Recycling* a produit l'an dernier quelque «*8 000 tonnes de compost destiné aux planteurs*». Problème : 50 % de la production n'a pas trouvé preneur et l'entreprise «*perd de l'argent*».

Autre initiative à Mare-Chicose, où le biogaz extrait de la fermentation des déchets organiques est transformé en électricité. Mais ce procédé (appelé méthanisation) n'assure «*pas plus de 1 % de la consommation électrique du pays*». Ce gisement vert reste largement sous-exploité. Ainsi est gâchée la seconde vie des déchets. Pourquoi ? «*L'enfouissement est une*

manne financière, c'est pour ça que le recyclage ne se développe pas», souffle un acteur de la filière.

«Une stratégie nationale pour favoriser le tri et le recyclage»

Le ministre de l'Environnement a une autre explication. *«L'absence de planification est un obstacle majeur»,* pose Étienne Sinatambou. Son plan : en avoir un, justement ! *«Une vaste réflexion, qui n'avait peut-être jamais été menée, aboutira en novembre à une stratégie nationale et un plan d'action pour favoriser le tri et le recyclage»,* annonce le ministre, qui est allé chercher un financement auprès de l'Agence française de développement.

Reste que le meilleur déchet est celui qu'on ne crée pas. *«La question des emballages devra être prise en compte»,* acquiesce le ministre. Mais encore ? *«Il faudra voir leur composition pour une réutilisation éventuelle.»* Dans de nombreux pays, c'est vite vu : la réglementation impose des emballages recyclables à 75 % de leur poids, voire plus.

Pas sûr qu'une telle décision, qui fera grimper les coûts, emballera les industriels mauriciens...

<https://www.lexpress.mu/article/303265/environnement-gestion-dechets-plus-en-plus-chere-reste-recycler>

Programme SMARTFISH pour l'amélioration de la consommation de poisson à Djibouti : Une campagne de sensibilisation

🕒 30 MARS 2017 9 H 20 MIN

💬 0 COMMENTS

VIEWS: 20

Le siège de l'ONG Bender Jedid a abrité hier un atelier de restitution des activités réalisées dans le cadre du projet SMARTFISH sur la promotion de la consommation du poisson à Djibouti. De nombreuses personnalités ont pris part à cette rencontre, dont en l'occurrence, le représentant par intérim de la FAO à Djibouti, Dr Fallou Guèye, le directeur de la pêche, M. Ahmed Darar Djibril et une représentante de la délégation de l'UE ainsi que le vice-président de l'ONG Bender Djedid, M. Niazi Abdoukarim. De nombreux représentants associatifs, des cadres et des responsables d'institutions scolaires ou corporatives et des personnalités issues de la société civile des régions y ont également pris part.

« Consommer du poisson est bon pour la santé », c'est le slogan de la campagne de sensibilisation aux avantages et aux vertus nutritives et culinaires du poisson et plus largement les produits de la mer qui a été mise en œuvre par l'ONG Bender Djedid en collaboration avec la FAO, l'UE et d'autres institutions partenaires durant les deux derniers mois à travers tout le pays. Suite à une enquête menée par un ingénieur de la direction de la pêche sur les freins à la consommation de poisson, cette campagne a visé différents segments de la population afin d'accroître et améliorer les connaissances du public sur les vertus culinaires et nutritifs du poisson et des produits de la mer.

C'est ce qu'aura expliqué le représentant de la FAO par intérim, Dr Fallou Guèye, « la collaboration avec l'ONG Bender Djedid a permis de mener une enquête nationale sur la consommation du poisson réalisée sur le terrain incluant une étude sur les problèmes d'approvisionnement et d'accessibilité du poisson au niveau du marché local et un apport contenant les données des enquêtes harmonisées et analysées, de développer un kit multimédia et mener cinq campagnes locales de vulgarisation et de promotion de la consommation du poisson, avec une série d'activités achevées dans les cinq sites sélectionnés, d'assurer un suivi et une évaluation d'impact des activités sur le terrain dans tous les sites du projet. Le Dr Guèye a félicité l'ONG Bender Djedid pour son travail efficace et leur engagement envers le développement socio-économique du pays en

d'emplois qui permettraient d'augmenter les revenus.

Pour sa part, le directeur de la pêche, M. Ahmed Darar Djibril a souligné l'intérêt de ce projet de promotion de la consommation du poisson qui vient « à point nommé dans un contexte où le taux de consommation du poisson est très bas au regard de la faible proportion du budget de l'alimentation consacré à l'achat des produits de la mer. L'occasion pour lui donc de souligner l'importance du travail de sensibilisation et les activités promotionnelles qui ont, a-t-il dit, « un rôle important dans la vulgarisation des bénéfices de la consommation du poisson. » Ce qui lui aura valu son plaidoyer sur l'impérieuse nécessité de « multiplier les campagnes de sensibilisation et d'impliquer tous les médias et les réseaux sociaux afin de créer une réelle prise de conscience au sein de la population de Djibouti. »

De son côté, le vice-président de l'ONG Bender DJedid, M. Niazi Abdoukarim a le même plaidoyer pour la vulgarisation des bénéfices de la consommation du poisson et surtout une large prise de conscience sur la nécessité sanitaire et alimentaire de cette consommation. Il a également exhorté les parties prenantes et les autorités ainsi que les partenaires de travailler à une stratégie de communication basée sur le plus large spectre de support allant des médias traditionnels jusqu'aux réseaux sociaux et les flyers ainsi que les livrets...etc.

La campagne de sensibilisation avait été rondement menée par le coordinateur du projet, M. Abdourahman Ali à travers des rencontres, des séances de démonstrations et d'apprentissages sur les recettes ainsi que les vertus nutritives et culinaires du poisson. L'homme a donc largement restitué les résultats et les constats que la campagne a permis de soulever ainsi que les recommandations qui sont revenues le plus souvent pour lever les obstacles et les freins à une consommation plus large du poisson et des produits de la mer. Il a cité notamment les prix élevés et la cherté du poisson, son indisponibilité du fait de l'absence d'un marché spécialement dédié au poisson et aux produits de la mer, mais aussi d'autres facteurs conjoncturels liés aux marées et aux humeurs de la mer.

Les participants ont ensuite été invités à des travaux de groupes pour réfléchir à des stratégies d'amélioration de la consommation du poisson. Les uns et les autres ont mis l'accent sur l'absolue nécessité de poursuivre le travail de sensibilisation et de promotion des vertus culinaires et nutritives du poisson.

Ils ont également appelé à un allègement des prix et un meilleur accompagnement aux pêcheurs. D'autres recommandations ont également été formulées, qui seront d'ailleurs intégrées à un futur plan d'action pour l'amélioration de la consommation du poisson à Djibouti.

Pour revenir au Programme SMARTFISH pour la mise en œuvre d'une stratégie des pêches pour la région Afrique orientale et australe – océan Indien est mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien, financée par l'Union européenne et mise en œuvre conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Smart Fish travaille dans vingt pays avec différentes thématiques.

Quelques initiatives supportées par le programme Smart Fish-COI, Riz pisciculture (Madagascar), Nutrition et promotion d'une meilleure consommation du poisson (Burundi, Djibouti, Kenya, Malawi, Maurice, Rwanda, Zambie), Cogestion des pêcheries: Poulpe/ourite (Rodrigues, Maurice et Zanzibar), Langouste (Madagascar), Petits pélagiques (Lac Tanganyika, Lac Kariba et Tanzanie), Concombre de mer (Seychelles)...etc.

MAS

<http://www.lanationdj.com/>



Pêche thonière : Vers l'amendement du protocole d'accord

30 MARS 2017



A part l'ouverture de la campagne thonière, une première plantation de coraux a eu lieu à Nosy-Be.

Le taux des redevances de la pêche aux thons sera ajusté, selon le ministre de la Pêche et des Ressources Halieutiques, Gilbert François.

La campagne de pêche thonière est ouverte la semaine dernière à Antsiranana. A cette occasion, le ministre de la Pêche et des Ressources Halieutiques, Gilbert François a annoncé que le protocole d'accord de partenariat dans le secteur de la pêche sera amendé, pour qu'il y ait plus de retombées économiques positives pour la région de Diégo, en particulier et pour Madagascar en général. Ainsi, « *la période de fermeture de pêche aux thons sera étalée sur trois mois au lieu d'un mois. Et les sociétés d'exploitation de thons auront l'obligation de débarquer 50% de leur production au port d'Antsiranana afin de créer plus de valeur ajoutée. De toutes les façons, ces produits pêchés peuvent toujours être exportés* », a-t-il souligné.

Investisseurs nationaux. En outre, « 50% des flottes opérant dans nos eaux territoriales doivent procéder aux carénages à la société SECREN (Société d'Etudes, de Construction et de Réparation Navales), qui est l'un des pionniers dans le secteur maritime au niveau de la région de l'Océan Indien. Et ce n'est pas tout ! Il faut également ajuster le taux de redevances de la pêche thonière. C'est encore à 6 000 USD/jour alors que dans d'autres pays, on parle de 7000 USD jusqu'à 130 000 USD/jour », a-t-il enchaîné. Et le ministre de tutelle a rajouté que les investisseurs nationaux sont fortement encouragés à se lancer dans l'exploitation de thon, car il s'agit d'un produit appartenant à Madagascar alors que ce sont des sociétés étrangères qui les capturent. « Pour l'heure, on leur vend des licences de pêche », a-t-il évoqué. Notons que la filière thon représente 35% de l'économie régionale à Antsiranana. Fortement touché par le tsunami, le ministère de tutelle a vite relancé le secteur d'autant plus que c'est accompagné de l'aquaculture.

Plantation de coraux. Par ailleurs, le ministre de la Pêche, Gilbert François accompagné d'une forte délégation de techniciens issus des 22 régions, a lancé à Nosy Komba dans le district de Nosy-Be la première plantation de coraux. Près de 400 boutures de coraux durs et 300 autres «mous», y ont été plantées, et ce, avec le soutien de la société Aquaculture Marine, qui exporte ce produit à l'étranger et l'appui de 49 volontaires anglo-saxons issus de Madagascar Research Conservation Institute. « Ce projet innovant permet de créer une source de revenus pour les communautés de pêcheurs, car elles peuvent vendre leurs récoltes à cette société. Les récifs coralliens sont également importants pour assurer la chaîne alimentaire et la reproduction des animaux marins destinés à la consommation humaine. Un autre avantage, c'est un moyen de se protéger contre les risques des aléas climatiques tels que les marrées hautes », a-t-il conclu.

Navalona R.

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2017/03/30/peche-thoniere-vers-lamendement-du-protocole-daccord/>



Pêche thonière : générateur de devises après la pêche crevette

30/03/2017

A Madagascar, la production annuelle de thon tourne autour des 13.000 tonnes. Une quantité qui a diminué récemment. Pourtant, la pêche thonière constitue la deuxième filière des produits halieutiques générateurs de devises après la pêche crevette. Cette activité a généré l'année dernière une valeur ajoutée de plus de 12 milliards d'ariary.

Différents problèmes ont été constatés dans la gestion des zones économiques exclusives (ZEE) des quatorze Etats membres de la Commission des pêches pour le sud-ouest de l'océan Indien (CPSOOI). Des situations qui n'ont pas manqué de se répercuter sur les stocks de ressources halieutiques de la zone sud-ouest de l'océan Indien.

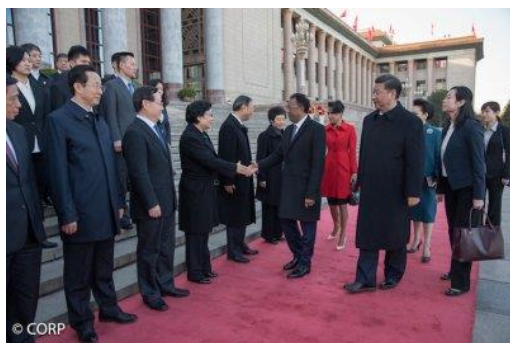
L'une des principales mesures prises par le ministère de tutelle est entre autres de faire respecter la ZEE de Madagascar. Par ailleurs, d'autres dispositifs sont en cours d'étude. L'on citera à titre d'exemple l'obligation de faire débarquer à Madagascar au moins la moitié de la production de thon, la révision à la hausse des redevances sur les licences de pêche. Le ministère veut également appliquer la mesure selon laquelle 50% des flottes qui travaillent dans les eaux territoriales malgaches passent par la Société d'études, de construction et de réparation navales (Secren) d'Antsiranana pour des contrôles techniques.

Ainsi, pour améliorer la gestion de chaque ZEE, une contribution de la Banque mondiale a été reçue par la CPSOOI pour appuyer l'exploitation thonière dans le sud-ouest de l'océan Indien. Une réunion des pays membres s'est tenue la semaine dernière afin de faire un état des lieux de la situation en parallèle avec l'ouverture de la pêche thonière le 23 mars dernier.

<http://www.newsmada.com/2017/03/30/peche-thoniere-generateur-de-devises-apres-la-peche-crevette/>

Madagascar se tourne vers la Chine

28 mars |



Madagascar va intégrer la « Ceinture économique de la Route de la Soie » ; c'est le résultat de la rencontre entre les délégations présidentielles malgaches et chinoises de ce 27 mars 2017 au Grand Palais du Peuple, à Beijing. La rencontre entre le président Rajaonarimampianina et le président Xi Jinping a été en effet suivie d'une réunion de travail marquée par la signature d'un mémorandum sur l'intégration de Madagascar au sein de la « Ceinture Economique de la route de la Soie ». Six (6) accords ont été signés, dont ce mémorandum portant sur l'intégration de Madagascar au sein du programme chinois « Ceinture Economique de la Route de la Soie » et la construction de l'autoroute Antananarivo-Toamasina, et la construction du port en eau profonde de Narinda dans le nord-ouest de Madagascar (baie de Narinda). Le projet date de l'époque Philibert Tsiranana ; c'étaient les Sud-Africains qui étaient intéressés mais le régime d'apartheid de l'époque n'a pas convaincu entièrement le régime ; puis ce furent les Japonais mais le projet n'a pas convaincu non plus. Aujourd'hui, les nouvelles donnes maritimes internationales remettent le projet au goût du jour et c'est donc la Chine qui va le mettre en œuvre, supplantant quelque part les Occidentaux qui sont davantage dans le secteur des informations et renseignements maritimes.

Un nouveau partenariat avec la Chine se dessine alors que les Occidentaux ont fait leur preuve remarquant en coulisse de nombreux politiciens plus proches de l'opposition dans leurs appréciations de la situation de pauvreté ambiante dans le pays.

<http://www.madagascar-tribune.com/Madagascar-se-tourne-vers-la-Chine,22938.html>

Agriculture



Banque Mondiale – Appui financier pour l’agriculture

30.03.2017

Le gouvernement malgache vient de bénéficier de 78,7 millions de dollar pour enrayer la dégradation de ses ressources naturelles et améliorer l'accès aux systèmes d'irrigation, aux intrants agricoles et aux services agricoles et forestiers. « *Le Projet de gestion durable des paysages s'emploiera à réduire la dégradation des sols et des forêts, à mieux gérer les ressources hydriques et à renforcer de manière intégrée la productivité et les revenus des habitants* », expliquent Jan Nijhoff, Gianni Ruta et Shelley Mcmillan, chefs d'équipe du projet à la Banque Mondiale.

D'après le communiqué de la Banque mondiale, ce montant comprend un crédit de 65 millions de dollars de la Banque mondiale et un financement de 13,7 millions de dollars du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Plusieurs localités bénéficieront de ce projet à savoir Andapa dans la région Sava, Iazafo et Soanierana Ivongo dans la région Analanjirofo, Bealanana dans la région Sofia et Marovoay dans la région de Boeny.

<http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/banque-mondiale-appui-financier-pour-lagriculture/>



Gestion intégrée des ressources naturelles: 78,7 millions de dollars de plus

Les producteurs de riz, les agriculteurs de montagne et les usagers des forêts de quatre régions du pays pourront ainsi améliorer leurs systèmes d'irrigation, leurs intrants agricoles et bénéficier de meilleurs services.

Et selon un communiqué de la Banque mondiale, il est mentionné que Madagascar a reçu le 23 mars 78,7 millions de dollars pour enrayer la dégradation de ses ressources naturelles et améliorer l'accès aux systèmes d'irrigation, aux intrants agricoles et aux services agricoles et forestiers. Ce montant comprend un crédit de 65 millions de dollars de la Banque mondiale et un financement de 13,7 millions de dollars du Fonds

pour l'environnement mondial (FEM). « Ce nouveau projet en faveur de Madagascar entend s'atteler à la complexité des défis environnementaux en mettant en place une approche multipartenaires plus intégrée. Il permettra de restaurer et gérer durablement le patrimoine naturel, c'est-à-dire les terres agricoles, les forêts et les aires protégées, et bénéficiera à plus de 38 000 habitants des zones rurales », souligne Jean-Marc Sinnassamy, chef de programme au FEM. Grâce à son approche originale du paysage, le projet intègre les secteurs de l'agriculture, de l'eau et de l'environnement, et apportera une contribution majeure à l'engagement de Madagascar au titre du "Bonn Challenge" qui vise à réhabiliter 4 millions d'hectares de forêts à l'horizon 2030. »

Quatre Malgaches sur cinq sont directement tributaires du sol, de l'eau et des forêts pour vivre. L'agriculture est l'activité économique principale ou secondaire de 81 % des ménages. Or, la richesse de Madagascar et, de fait, son potentiel de développement et la productivité du monde rural (où vit la majorité de la population), sont durement malmenés. Entre 2005 et 2011, l'île a perdu 10 % de sa richesse totale en valeur réelle et 26 % de ses capacités naturelles — un recul lié à une chute de 33 % de la valeur des terres potentiellement cultivables, de 31 % des pâturages et de 42 % des produits forestiers non ligneux.

« Le Projet de gestion durable des paysages s'emploiera à réduire la dégradation des sols et des forêts, à mieux gérer les ressources hydriques et à renforcer de manière intégrée la productivité et les revenus des habitants », expliquent Jan Nijhoff, Gianni Ruta et Shelley Mcmillan, chefs d'équipe du projet à la Banque mondiale. Ce projet sera mis en œuvre à Andapa (région de Sava), à Iazafo et Soanierana Ivongo (région d'Analanjirofo), à Bealanana (région de Sofia) et à Marovoay (région de Boeny).

http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=58482:gestion-integree-des-ressources-naturelles-78-7-millions-de-dollars-de-plus&catid=45&Itemid=110